

La crise sans fin

Author : Myriam Revault d'Allonnes

Categories : [Politique](#)

Date : 19 novembre 2012

Notre présent est envahi par la crise mais, en se généralisant à un tel point qu'elle semble fonctionner aujourd'hui comme un « fait social total » (pour reprendre l'expression de Marcel Mauss), la crise s'est vidée de son sens originel. Le mot grec krisis désignait le jugement, le tri, la séparation, la décision. Il indiquait le moment décisif, dans l'évolution d'un processus incertain, qui devait permettre le diagnostic, le pronostic et éventuellement la sortie de crise. A l'inverse, la crise paraît aujourd'hui marquée du sceau de l'indécision voire de l'indécidable. Ce que nous ressentons, en cette période de crise qui est la nôtre, c'est sa permanence. Nous n'en voyons pas l'issue. Ainsi dilatée, elle est à la fois le milieu et la norme de notre existence.

Un tel renversement témoigne, entre autres, d'une mutation significative de notre rapport au temps. Car la « crise », quel que soit son domaine d'application, s'inscrit et se développe dans une temporalité. C'est bien en relation avec un nouveau concept d'histoire qu'au XVIIIe siècle, la notion de crise sort de son usage « technique » et restreint (essentiellement limité au Moyen Age au domaine de la médecine) et vient au premier plan dans la pensée et l'expérience des Modernes. Elle prend désormais la forme d'une rupture généralisée, d'une négation radicale de l'ancien par le nouveau, au nom d'une certaine conception du progrès. « Nous approchons de l'état de crise et du siècle des révolutions », écrira Rousseau en une formule célèbre de l'Emile. Les crises seraient-elles alors des phénomènes spécifiquement modernes ? La question est d'autant plus pertinente que la modernité a initié une rupture qui touche aux fondements mêmes du savoir et de l'autorité. La volonté d'émancipation des Modernes à l'égard de toutes les significations établies, héritées de la coutume et de la tradition, fait qu'il n'y a plus de sens univoque qui vaille avec une évidence incontestée. La dissolution des repères de la certitude se traduit par une triple rupture ou une triple crise : crise des fondements, crise de la normativité, crise de l'identité. De là procède pour la modernité la nécessité de trouver sa normativité en elle-même. De ce fait, elle ne peut que se donner sur le mode d'une distance réflexive, d'un questionnement sans cesse renouvelé sur son être, sa valeur et son inscription dans le temps.

C'est la raison pour laquelle le projet moderne, inachevé et inachevable, est, en tant que tel, habité par la crise. Elle lui est consubstantielle : c'est bien de là qu'il faut partir pour éclairer certains traits actuels de la généralisation de la crise. Le temps historique de la modernité était habité par la croyance en une accélération qui devait rendre perceptible l'amélioration du genre humain : l'idée de progrès avait investi l'horizon des expériences possibles. Au sein de cette histoire envisagée comme un processus téléologiquement orienté (si problématique soit-il apparu aux yeux de certains penseurs, tel Rousseau), les « crises » jouaient un rôle essentiel : elles étaient pensées comme des étapes nécessaires - mais vouées à être dépassées dans une résolution dialectique - ou comme des moments cruciaux qui portent les individus à s'interroger

sur leurs positions subjectives, à interroger leur rapport à la réalité.

Or les mutations qualitatives qui touchent aujourd'hui l'idée de crise révèlent que le temps n'est plus dynamisé en force historique. Il n'est plus le moteur d'une histoire à faire, d'une tâche politique à accomplir. Il est devenu, après l'effondrement de la croyance en un avenir téléologiquement orienté vers le mieux, un temps sans promesses. Le schéma qui prévaut est celui d'un futur infigurable et indéterminé. Cette nouvelle manière d' « être au temps » affecte à la fois le regard que la société porte sur son avenir collectif voué à l'incertitude et les représentations que les individus se font de l'orientation (tout aussi incertaine) de leur existence. A quoi s'ajoutent les processus de désynchronisation et d'éclatement des temporalités et des rythmes désormais privés de tout horizon de sens unificateur. La crise du temps politique en est l'un des signes les plus éclatants car, dans cette dynamique paradoxale, on assiste à l'affaiblissement voire à la perte de la capacité de la société à se transformer elle-même par l'action politique. Celle-ci ne se manifeste plus sur le mode de l'initiative ; elle est devenue essentiellement réactive. Réaction aux mouvements des marchés financiers, aux bouleversements écologiques, aux mutations sociétales et culturelles.

Nous sommes donc confrontés aujourd'hui à des modes inédits de dissolution de la certitude et, pour cette raison même, contraints de reprendre en charge une question essentielle : celle de l'orientation vers le futur. Une société peut-elle se passer d'envisager ses perspectives d'avenir et renoncer à l'idée d'une action collective orientée par un horizon de sens ? Peut-elle vivre sans un « sens » de l'histoire ? Répondre qu'il s'agit là - pour toute société - d'une exigence vitale n'implique pas pour autant la nécessité d'un avenir dessiné à l'avance. Nous n'avons pas besoin de savoir où va l'histoire pour penser une action historique sensée car nous savons qu'aucune garantie ne nous permet de la contrôler ou de la maîtriser.

Aussi sommes-nous confrontés à la crise comme à un horizon de sens incontournable. Mais la force contraignante de la crise ne signe pas l'aboutissement d'un processus inéluctable, elle ne nous enferme dans aucune fatalité. La montée des incertitudes (insécurité sociale, mondialisation, capitalisme financier, flexibilité, épuisement des modes traditionnels d'action politique...) exige un retournement et une réorientation du regard et elle invite à réinventer de nouveaux modes de penser et d'agir.